

Comité permanent des finances de la Chambre des communes – Consultations budgétaires fédérales de 2016-2017

La Coalition canadienne des organismes communautaires en développement de l'employabilité (CCOCDE) est composée d'associations nationales et provinciales à but non lucratif. Ces organisations partagent la vision de la CCOCDE, qui veut que « toutes les personnes aient accès à des services communautaires qui les soutiennent dans leur recherche d'un emploi significatif et vers leur inclusion sociale ». Nous nous concentrons principalement sur l'emploi et sur les services de formation, tout en reconnaissant le rôle crucial que les services « globaux » prodiguent aux groupes marginalisés.

Les organismes en employabilité :

- Réduisent les obstacles à l'emploi et accélèrent la transition vers la vie active et l'indépendance économique, y compris les groupes marginalisés.
- Travaillent avec les employeurs locaux pour répondre à leurs besoins en ressources humaines.
- Comprennent bien les besoins du marché du travail de leurs provinces et collectivités.
- Collaborent avec d'autres ressources dans leurs communautés, améliorant ainsi l'efficacité des services destinés aux individus plus ou moins éloignés du marché du travail.

Situés à travers le Canada, nos membres offrent la majeure partie des services publics d'emploi gérés par les autorités provinciales et financés par le gouvernement fédéral, par le biais des Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT), des Ententes sur le Fonds canadien pour l'emploi et de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA). Les fonds gouvernementaux mettent à profit les revenus d'entreprises et les autres revenus gagnés afin d'appuyer la collaboration et les initiatives entrepreneuriales avec d'autres partenaires communautaires ou d'affaires.

Nous reconnaissons que, malgré le potentiel économique solide du Canada, le développement de la main-d'œuvre délaisse encore de nombreux groupes non- ou sous-représentés sur le marché de l'emploi, en particulier les jeunes, les Autochtones, les personnes handicapées et les nouveaux arrivants. Les entreprises perçoivent ce gaspillage de talents, mais ont besoin d'un partenariat efficace avec le gouvernement et les organismes en employabilité pour combler leurs besoins de compétences. Ensemble, nous pouvons aider ces individus afin qu'ils contribuent pleinement à l'économie.

Alors que les budgets fédéraux sont souvent axés sur les dépenses, les mesures centrées sur le revenu sont tout aussi importantes. La fuite de capital social par des exonérations fiscales pour les entreprises, l'évitement ou l'évasion fiscale et un régime fiscal qui a perdu une bonne partie de ses possibilités de progression limitent la portée du leadership fédéral. Le rétablissement du principe de la « juste part », fondé

sur la capacité de payer, devrait ramener un équilibre social et réduire les inégalités sociales fondées sur le revenu.

Résumé des recommandations

Le budget fédéral de 2017 devrait proposer :

1. Un cadre national pour les investissements en matière d'emploi et de développement économique, guidé par des indicateurs de résultats et des mesures de rendement prédéfinis et approuvés. Ce cadre, incluant une stratégie nationale en matière d'adéquation formation-emploi-compétences, devrait être élaboré et piloté par le Forum des ministres du marché du travail (FMMT), en collaboration avec des représentants d'entreprises, d'organismes et de regroupements communautaires (sans but lucratif), d'établissements d'enseignement et des syndicats.
2. Un investissement accru dans la recherche sur les pratiques innovantes et l'information sur le marché du travail, ainsi qu'un soutien plus efficace pour les chômeurs qui répondent aux besoins des marchés régionaux du travail.
3. Une accélération des investissements fédéraux dans les infrastructures et une prise en compte des besoins locaux en matière d'embauche et de formation, surtout pour les personnes marginalisées. L'arrimage des programmes de formation et d'emploi avec de grands projets d'infrastructure et de développement économique se traduirait également par un meilleur rendement de l'investissement, grâce à l'augmentation du nombre de travailleurs qualifiés, tout en s'attaquant aux lacunes de longue date au chapitre des infrastructures, qui nuisent à la croissance économique.
4. Une plus grande souplesse pour les programmes provinciaux et territoriaux en matière d'emploi et de formation financés par le fédéral, afin d'obtenir des résultats sur le plan du marché du travail, tout en favorisant la conception de programmes novateurs, adaptés à divers groupes de candidats, qu'ils soient plus ou moins éloignés du marché du travail.
5. Des actions immédiates en vue de la mise en place d'un salaire fédéral minimum de 15 \$ l'heure avec une augmentation de l'ajustement annuel au coût de la vie et des augmentations annuelles pour tous les employés fédéraux et ceux qui ont conclu un contrat de biens et services avec le gouvernement fédéral d'ici 2019.

Recommandations spécifiques

- Un financement initial accéléré dans le cadre du Fonds Chantiers Canada et des fonds d'infrastructure connexes, dont au moins un tiers de l'ensemble de fonds pluriannuels serait engagé en 2017-2018 et assujéti à des conditions d'embauche offrant des retombées communautaires et locales.
- Un rôle de leadership du gouvernement fédéral auprès de ses homologues provinciaux et territoriaux afin d'élaborer une stratégie de mise en œuvre d'un salaire de subsistance à l'échelle du pays, en plus des augmentations graduelles du salaire fédéral minimum de 15 \$ l'heure en 2019.

Canadian Coalition
of Community-Based
Employability Training

Canada's Voice for the
Employment and Training Sector



Coalition canadienne
des organismes communautaires
en développement de l'employabilité

La voix de l'employabilité
au Canada

- Des mesures dynamiques et des ressources monétaires adéquates pour éliminer les paradis fiscaux extraterritoriaux qui permettent un évitement fiscal et pour récupérer les impôts dus en raison de bénéfices gagnés au Canada, avec le réinvestissement de la moitié des fonds récupérés dans des programmes socioéconomiques et des initiatives issues de la société civile.
- Le rétablissement graduel de l'impôt fédéral des sociétés, minimalement à la moitié du taux moyen des autres pays de l'OCDE d'ici 2019 et l'examen rigoureux des dispositions sur une exonération fiscale afin d'assurer des avantages économiques directs et des répercussions positives sur l'égalité sociale, accompagnés par la révision des taux d'imposition du revenu personnel et des exonérations personnelles.

La CCOCDE fait la promotion de services d'emploi bien intégrés, basés sur une IMT fiable et exhaustive, en plus d'encourager une plus grande mobilité de la main-d'œuvre. Elle représente un allié important, offrant une expertise unique pour tout organe consultatif national qui serait établi après l'élection fédérale, afin de gérer de la manière la plus efficace, efficiente et équitable possible les fonds publics destinés aux programmes de formation et d'emploi. Nous le devons aux travailleurs et entreprises d'aujourd'hui et de demain.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Le président,

Les membres de la CCOCDE

FIRST **1** WORK

onestep

isans | Immigrant Services
Association of Nova Scotia



975 Alston Street, Victoria, BC V9A 3S5, Canada

Phone/Téléphone 250.382.9675 Fax/Télécopieur 250.382.9677 Internet www.ccocde-cccbet.com